

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
HAUSSE DES SALAIRES
ET LA
CHERTÉ DE LA VIE, EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 28 mai 1920, à 2 heures du soir

PAR

Marcel BITSCH

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants { M. SOUCHON, professeur.
 { M. HITIER, agrégé.

PARIS

JOUE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
HAUSSE DES SALAIRES
ET LA
CHERTÉ DE LA VIE, EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 28 mai 1920, à 2 heures du soir

PAR

Marcel BITSCH



Président : M. TRUCHY, *professeur*.
Suffragants { M. SOUCHON, *professeur*.
 { M. HITIER, *agrégé*.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1920

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

LA HAUSSE DES SALAIRES

ET LA

CHERTÉ DE LA VIE, EN FRANCE

INTRODUCTION

Le problème envisagé est de ceux qu'il est inutile de formuler longuement avant de se faire entendre. Son obsédante actualité nous dispensera de tout préambule.

On peut dire que les multiples soucis de l'heure sont résumés par la crise de vie chère dans laquelle le monde se débat. Expression sensible du désordre et des destructions de cinq années de guerre, en même temps que principe générateur de nouveaux bouleversements, la crise met en cause toute notre organisation économique et sociale.

Elle est infinie dans ses répercussions. Insensible, voire même avantageuse pour certaines catégories

privilegiées, douloureuse et irrémédiable pour quelques classes sacrifiées, elle se révèle angoissante et grosse de conséquences dans ses effets sur le monde des travailleurs. C'est sous cet aspect particulier que nous entendons l'envisager.

La cherté de la vie a-t-elle été compensée pour le travailleur par l'élévation des salaires ? L'adaptation des salaires aux conditions nouvelles de l'existence est-elle réalisable, ou, au contraire, tourne-t-on, comme on l'entend dire, dans un cercle vicieux ? Enfin, et il n'est pas permis d'éluder cette dernière question, supposé rétabli l'équilibre entre le prix de la vie et le taux des salaires, cet équilibre retrouvé aura-t-il conservé sa vertu d'antan, assurera-t-il une production suffisante, ramènera-t-il l'ordre dans le monde troublé ?

Nous ne prétendons pas apporter une solution définitive à ces problèmes. Aussi bien ne sommes-nous pas au terme de l'évolution, et l'on peut conjecturer que la gestation sera longue et laborieuse.

Cependant, les deux phénomènes de hausse des prix et de hausse des salaires se poursuivent depuis assez longtemps et sont entrés dans une phase suffisamment caractéristique pour qu'on puisse dès maintenant les confronter et que de la comparaison jaillisse quelque lumière.

Ce ne sont pas les précédents qui manquent à la crise dont nous souffrons. « Comparée à beaucoup d'autres guerres, lisons-nous dans un document officiel récent (1), la situation est loin d'être anormale. Au temps des guerres napoléoniennes, les prix, en Angleterre, augmentèrent de 75 0/0 et huit ans se passèrent avant qu'ils ne redevinssent normaux. Pendant la guerre civile américaine, les prix en Amérique augmentèrent de 100 0/0 et le retour aux prix normaux demanda douze ans. »

En France, la controverse célèbre de M. de Malestroit et de Jean Bodin nous a conservé le souvenir de la hausse des prix qui sévit au xvi^e siècle. M. de Malestroit, s'il est frappé par « l'étrange enchérissement de toutes choses » prétend cependant prouver dans ses paradoxes qu'il n'y a pas enchérissement réel et que « l'on se plaint à tort en France de l'enchérissement de toutes choses, attendu que rien n'y est enchéri depuis trois cents ans ». Pour lui, la hausse des prix n'est que la conséquence de l'affaiblissement de la matière des monnaies et les deux faits s'enchaînent dans une exacte proportion. « Ainsi, conclut M. de Malestroit (et il reconnaît que sa conclusion est « grandement paradoxée », au sens propre du mot), l'enchérissement que l'on pense maintenant être sur toutes choses, ce n'est qu'une opinion vaine ou image

1. Mémorandum économique des alliés à la conférence de Londres. Publié en mars 1920.

des comptes, mais sans effet ni substance quelconque. »

A cela Bodin répond que l'affaiblissement des monnaies n'est pas la cause unique ni même la cause principale de la hausse des prix. Il y a pour Bodin enchérissement réel.

« Les vins et les blés, dit-il, comptent vingt fois plus cher qu'il y a vingt ans... Le prix de la terre a cru au triple, bien que les écus pèsent seulement un dixième en moins de ce qu'ils pesaient il y a trois cents ans. »

Et Bodin énumère les causes de cet enchérissement :

D'abord, l'abondance de l'or et de l'argent.

Et puis les coalitions de marchands, artisans et gagne-deniers, lorsqu'ils s'assemblent pour asseoir le prix des marchandises ou pour renchérir leurs journées et ouvrages. Et Bodin de médire des compagnonnages et confréries et de citer le chancelier Boyer « qui avait sagement avisé qu'on devait ôter et retrancher les confréries ».

La disette, aussi, par la traite et le dégât.

Enfin, le plaisir des rois et des grands seigneurs qui haussent le prix des choses qu'ils aiment.

Bodin venant au chapitre des remèdes, constate d'abord que ceux qui sont à la fois vendeurs et acheteur, les commerçants, les industriels, les salariés ne souffrent pas de la hausse des prix. Les victimes de

la vie chère, ce sont les créanciers de sommes fixes dont le titre est antérieur à la crise. Et le remède, pour Bodin, serait de stipuler les prestations en denrées et non plus en argent.

* * *

Plus près de nous, la Révolution a été une période un peu comparable à la nôtre par l'ampleur et l'acuité de la crise économique.

Les événements de 1789 aggravèrent une situation déjà précaire les années précédentes. La désorganisation de la propriété rurale, la raréfaction des denrées alimentaires amenèrent une hausse rapide de tous les prix. En 1792, la guerre extérieure, l'invasion, la chute de la royauté viennent accroître le désordre. La main-d'œuvre est diminuée par le départ des volontaires ; le ravitaillement de l'armée gêne le ravitaillement des civils ; les transports marchent mal.

A tout cela s'ajoutait la crise financière : à la fin de 1792, il y avait déjà plus de trois milliards d'assignats en circulation et le billet de 100 livres n'en valait plus que 60.

C'est alors que la Convention entreprit de lutter contre la vie chère par des moyens rigoureux : maximum, prohibitions, réquisitions.

En mai 1793, elle taxe le blé, puis tous les objets

de première nécessité et même les salaires, dont l'augmentation peut être une cause de renchérissement. La population fut rationnée. Les Parisiens eurent une carte de pain, de sucre, de charbon, de viande.

L'exportation est interdite. Des mesures rigoureuses sont prises contre les accapareurs. Mais les marchés se vident, les marchands cachent les denrées, les arrivages sont insuffisants. Pendant ce temps la dépréciation des assignats continue.

Après le 9 thermidor (1794) on revient progressivement à la liberté du commerce. Les taxations disparaissent peu à peu. Mais les prix continuent à s'élever, alors que la chute des assignats s'accélère.

Le pain qui valait 0 fr. 10 la livre en 1789 passe à 10 francs en 1795, à 75 francs en 1796. La livre de viande, payée 0 fr. 47 en 1789 passe à 8 francs en 1795 et à 120 francs en 1796. Les pommes de terre passent de 0 fr. 25 à 34 et 200 francs le boisseau. Le beurre passe de 0 fr. 70 la livre à 10 puis à 175 fr.

Le sucre vaut 400 francs la livre, le savon 230 fr. ; une paire de souliers coûte 300 francs. L'huile et le vin sont introuvables (1).

La crise prit fin vers octobre 1796. Les prix baissent, ils redeviennent normaux au cours du premier trimestre de 1797.

1. Vergez, *La vie chère sous la Révolution et aujourd'hui* (*Économiste Européen*, 11 avril 1919).

Il ne semble pas que l'adaptation des salaires aux prix se soit faite facilement. Les récriminations étaient nombreuses. Ouvriers et employés, tous réclament et obtiennent des augmentations de salaires; quand on ne les leur donne pas assez vite, ils se révoltent et se mettent en grève; on les voit d'un mauvais œil, car on prétend que c'est la hausse de leurs gains qui fait monter les vivres. Cependant, quoiqu'ils gagnent en 1795 de 10 à 12 francs par jour, alors qu'ils n'avaient en moyenne que 30 sous en 1784, ils n'en sont pas moins fort malheureux; leur gain est hors de proportion avec le prix des choses et l'on a conservé les réflexions de l'un d'eux qui, attablé dans un petit restaurant de la rue Montmartre, devant une omelette de 6 œufs qu'il a payée 2 fr. 50, pleuré en regrettant l'époque où il ne gagnait que 30 sous.

LE MOUVEMENT DES PRIX

La crise actuelle de la vie chère, si elle doit à n'en pas douter son extraordinaire importance à la guerre, avait cependant pris naissance avant elle. En 1914, nous étions déjà, et cela depuis 1895, dans une période de hausse continue des prix.

On reconnaît que le mouvement des prix au cours du xix^e siècle est passé en Europe par quatre phases successives de hausse et de baisse.

De 1825 à 1850 environ, il se produit une baisse lente et continue. De 1850 à 1869, à la suite de la découverte des mines d'or de Californie, il y a une hausse générale des prix. A partir de 1873 et jusqu'en 1895, les prix baissent. La période qui suit est une période de hausse provoquée par l'afflux extraordinaire de l'or. De 1895 à 1914, le stock mondial en or avait doublé, et la conséquence de cet accroissement était une élévation continue des prix, déjà sensible au moment de la déclaration de guerre.

A partir d'août 1914, les prix n'ont cessé de croître d'un mouvement toujours plus rapide. La fin des hos-

tilités n'a amené aucune amélioration dans la situation.

Il est intéressant de noter qu'on a pu, au cours de la guerre, se faire illusion sur l'importance et la durée de la crise, et cela non seulement dans le gros public, mais chez les esprits les plus avisés.

M. Rist, se basant sur l'expérience des guerres passées, disait en 1917 qu'il était vraisemblable que, la paix revenue, une tendance rapide vers la diminution des signes monétaires se manifesterait ; que les matières premières s'offriraient plus nombreuses et que, par suite, les prix ne manqueraient pas de baisser.

Quelques économistes, cependant, semblent avoir pressenti l'importance de la crise. M. Irving Fisher, dans une étude publiée par les *Annales de l'Académie Américaine des Sciences politiques et sociales* (n° de novembre 1916) estimait qu'une hausse générale des prix suivrait la fin de la guerre. « Je doute peu, écrivait-il, que pendant beaucoup d'années après fin des hostilités, il y aura une tendance générale des prix à la hausse, avec l'élévation du taux de la l'intérêt, qui correspond à une période de grande expansion commerciale et industrielle. »

* * *

Nous sommes renseignés avec précision sur le

mouvement des prix. Les documents abondent : statistiques des prix de gros, des prix de détail, nombres-indices, données concrètes.

Nous examinerons d'abord les prix de gros.

Si l'on représente par l'indice 100 les prix de la période 1901-1910, les nombres indices s'établissent ainsi qu'il suit à partir de 1914, pour 20 denrées alimentaires, 25 matières industrielles et l'ensemble de ces 45 articles (1).

		20 denrées alimentaires	25 matières industrielles	Ensemble 45 articles
1914	3 ^e trimestre	120,3	141,1	116,8
—	4 ^e —	121,6	125,4	123,7
1915	1 ^{er} —	139,8	147,2	143,9
—	2 ^e —	151,1	160,5	156,3
—	3 ^e —	152,9	172,3	163,7
—	4 ^e —	159,7	187,5	182,4
1916	1 ^{er} —	187,9	221,8	206,7
—	2 ^e —	198,3	236,7	219,5
—	3 ^e —	189,1	236,7	215,5
—	4 ^e —	195,7	255,2	228,8
1917	1 ^{er} —	217	291,2	258,2
—	2 ^e —	268,4	319,4	296,7
—	3 ^e —	277,7	345	315,2
—	4 ^e —	279,5	387,6	339,5
1918	1 ^{er} —	301,6	424,1	369,6
—	2 ^e —	317,8	437,7	384,4
—	3 ^e —	332,6	457,2	401,8
—	4 ^e —	348,8	463,5	412,6

1. *Bulletin de la Statistique générale de la France*, octobre 1919.

1919	1 ^{er}	—	372,8	412,3	394,8
—	2 ^e	—	373,6	385,9	380,4
—	3 ^e	—	384,2	425,2	406,9
	Juillet.....		391,1	412,5	403
	Août.....		374,3	423,6	401,7
	Septembre.		387,1	439,5	416,2

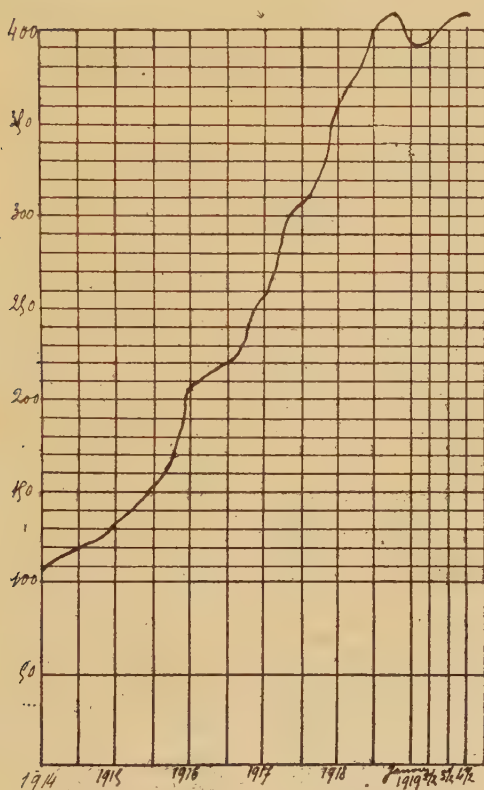


FIG. 1. — Mouvement des prix de gros

La courbe de ces variations nous est donnée par la figure 1.

Retenons de ces chiffres que la hausse s'est fait

sentir dès le début de la guerre, puisque au 1^{er} trimestre de 1915 nous notons déjà une élévation de cote de 27,1 soit plus de 23 0/0 ; constatons aussi que la hausse est à peu près régulière et qu'en septembre 1919, l'indice pour l'ensemble des 45 articles atteint 416,2, soit une augmentation de plus de 300 0/0. Les prix de gros ont quadruplé.

* * *

Examinons maintenant les prix de détail qui intéressent de plus près la classe des salariés.

Le service de la statistique générale de la France poursuit depuis 1911, par l'entremise des maires des villes françaises de plus de 10.000 habitants (Paris non compris), une enquête sur les prix de détail de certaines denrées de première nécessité.

On a calculé des nombres-indices en se basant sur les prix de 13 denrées principales, pour en caractériser les variations. Pour tenir compte de l'importance relative de ces denrées, on a admis, d'après des observations faites sur des budgets de familles ouvrières à Paris, les consommations annuelles suivantes pour une famille de quatre personnes.

Pain.	700 kgr.	Pommes de terre	250 kgr.
Viande.	200 —	Haricots	30 —
Lard	20 —	Sucre	20 —
Beurre.	20 —	Huile de table.	10 —
Œufs	20 douzaines	Pétrole	30 litres
Lait.	300 litres	Alcool à brûler	10 —
Fromage	200 kgr.		

A ces quantités on a appliqué les prix unitaires et fait la somme des produits partiels. On a ainsi obtenu pour chaque ville un indice permettant d'apprécier la variation d'ensemble des prix des 13 denrées. On a également calculé la moyenne des indices pour la France entière et pour les groupes de villes du Nord, de l'Est, du Sud-Est, du Midi et de l'Ouest.

Ces indices s'établissent comme suit (1).

	FRANCE entière	NORD	EST	SUD-EST	MIDI	OUEST
1 ^{er} trimest. 1911	1.014	1.059	1.002	1.103	1.015	993
1 ^{er} — 1913	1.020	1.043	989	1.038	1.038	985
3 ^e — 1914	1.004	1.089	988	1.018	988	942
1 ^{er} — 1915	1.105	1.160	1.106	1.115	1.090	1.066
3 ^e — 1915	1.235	1.279	1.205	1.231	1.261	1.197
1 ^{er} — 1916	1.336	1.415	1.276	1.327	1.388	1.270
2 ^e — 1916	1.379	1.450	1.311	1.394	1.403	1.308
3 ^e — 1916	1.420	1.461	1.379	1.436	1.456	1.363
4 ^e — 1916	1.466	1.534	1.437	1.465	1.494	1.406
1 ^{er} — 1917	1.547	1.641	1.497	1.554	1.579	1.457
2 ^e — 1917	1.717	1.870	1.685	1.721	1.732	1.585
3 ^e — 1917	1.845	1.944	1.765	1.436	1.861	1.699
4 ^e — 1917	2.008	2.083	1.922	2.104	2.001	1.888
1 ^{er} — 1918	2.120	2.181	2.011	2.234	2.160	1.973
2 ^e — 1918	2.331	2.426	2.179	2.445	2.402	2.154
3 ^e — 1918	2.446	2.485	2.356	2.607	2.460	2.305
4 ^e — 1918	2.583	2.640	2.400	2.775	2.598	2.417
1 ^{er} — 1919	2.780	2.896	2.754	2.944	2.676	2.596
2 ^e — 1919	2.942	2.979	3.001	3.083	2.975	2.735
3 ^e — 1919	2.893	2.904	2.880	3.009	3.006	2.712

C'est une augmentation de 200 0/0 en moyenne qui ressort de ce tableau.

1. *Bulletin, Statistique générale de la France*, octobre 1919.

Pour la ville de Paris, on a calculé un indice des prix de détail dans les mêmes conditions que pour les autres villes, en utilisant les prix fournis par une coopérative d'un quartier populaire de la périphérie.

Ce calcul donne les résultats suivants :

	Indice	Augmentation p. 100
	—	—
Juillet 1914....	1075	0
Janvier 1915....	1295	22
Juillet 1915....	1288	22
Janvier 1916....	1439	37
Juillet 1916....	1387	32
Janvier 1917....	1491	39
Juillet 1917. . .	1971	83
Janvier 1918....	2056	91
Juillet 1918....	2210	106
Janvier 1919. . .	2665	148
Avril 1919. . . .	2763	157
Juillet 1919....	2811	161
Octobre 1919....	3042	183

Ici encore, nous constatons une hausse immédiate, progressive et qui en octobre 1919 n'était pas loin d'atteindre 200 o/o.

Les variations des indices des prix des denrées, dans les villes de 10.000 habitants et à Paris sont représentées par les deux courbes suivantes (fig. 2 et 3).

Si, maintenant, nous suivons le cours de certaines denrées, nous nous trouvons en face d'augmentations encore plus caractéristiques.

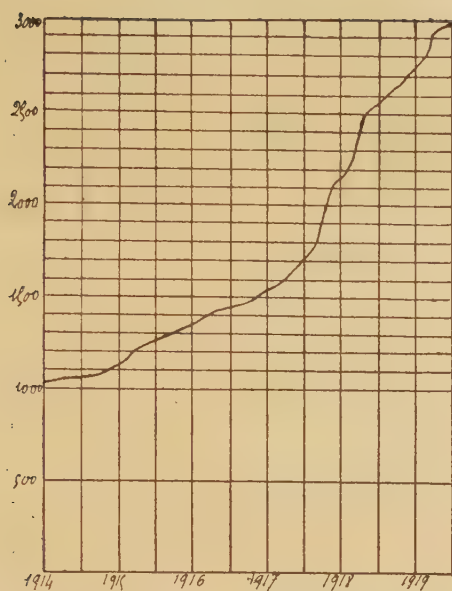


FIG. 2. — Mouvement des prix de détail.
Villes de plus de 10.000 habitants (Paris excepté)

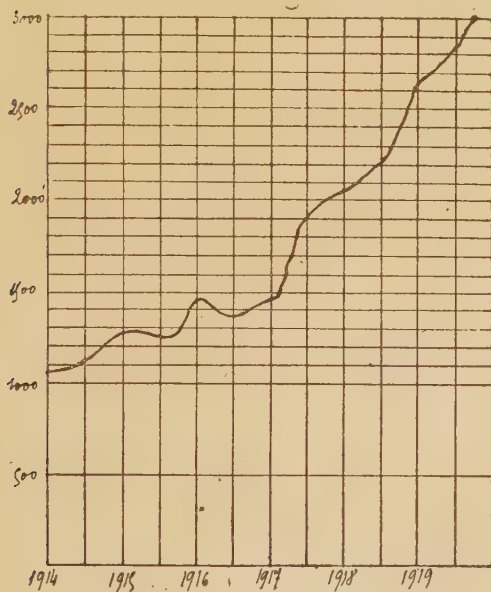


FIG. 3. — Mouvement des prix de détail à Paris

I. Ensemble des villes de plus de 10.000 habitants

Renseignements fournis par les maires. (Les prix du 3^e trimestre de 1914 étant ramenés à 100.)

DENRÉES	1919			1918	1917	1916	1915	1914
	3 ^e trimestre	2 ^e trimestre	1 ^{er} trim.					
Pain	139	137	136	135	122	111	108	100
Viande de bœuf.....	324	346	297	252	185	146	135	100
Viande de porc.....	405	404	343	291	230	163	124	100
Beurre.....	390	391	399	316	233	158	126	100
Fromage.....	499	493	388	317	258	178	127	100
Œufs.....	429	381	525	351	249	172	142	100
Lait.....	270	274	269	226	161	120	107	100
Pommes de terre.....	376	315	344	424	207	167	114	100
Riz.....	257	261	364	461	325	150	124	100
Haricots.....	330	399	392	353	320	176	149	100
Vin.....	363	345	400	358	265	206	113	100

II. Ville de Paris

Prix moyens de vente au détail par une coopérative de consommation. (Prix en centimes.)

DENRÉES	UNITÉS	1919			1918	1917	1916	1915	1914
		Sept.	Aout	Juillet					
Pain.....	kil.	47.5	45	45	45	45	42.5	42.5	40
Viande de bœuf.....	»	1.000	1.150	1.100	780	800	500	500	380
Viande de porc.....	»	1.120	1.220	1.040	840	640	460	420	400
Beurre.....	»	»	980	1.120	920	800	480	480	380
Fromage.....	»	1.200	1.600	1.600	880	920	600	360	280
Œufs.....	douz.	780	600	540	495	360	240	200	150
Lait.....	litre.	75	75	75	60	50	40	30	25
Pommes de terre.....	kil.	45	35	50	60	40	»	20	25
Riz.....	»	110	110	110	250	280	100	90	90
Haricots.....	»	»	160	130	»	180	120	100	»
Vin.....	litre.	145	135	160	160	110	85	35	45

En dehors du pain, dont le bas prix a été maintenu jusqu'en mars 1920 par les sacrifices que l'on sait demandés au Budget, la hausse des quelques denrées envisagées oscille, tant à Paris qu'en province, entre 200 et 300 o/o.

En ce qui concerne les objets de consommation courante autres que les denrées, nous trouvons les indications suivantes dans le bulletin de septembre 1918 de l'*Association française pour la lutte contre le chômage*. Les chiffres fournis sont, bien entendu, largement dépassés, mais ils font déjà ressortir des hausses caractéristiques.

Voici quelques prix donnés par le Syndicat général de l'Industrie hôtelière de Paris. Il s'agit, remarquons-le, d'acheteurs privilégiés, bénéficiant d'une sensible réduction.

Marchandises	Quantités	1914	1916	1917
Anthracite . . .	1.000 kgr.	56	300	360
Charbon.	1.000 kgr.	42	170	180
Coke	hecto	1,90	8	14
Bois à brûlé . . .	1.000 kgr.	45	110	135
Pétrole	litre	0,45	0,80	2,25
Bougies	kilogr.	0,90	2,20	2,90
Savon blanc . . .	100 kgr.	35	110	320
Savon noir. . . .	100 kgr.	35	110	325
Cristaux.	100 kgr.	9	22	50

Les plus faibles augmentations sont du triple; quelques produits coûtent sept fois plus cher en 1917 qu'en 1914.

Le même tableau indique que les prix du blanchissage ont triplé pendant la même période; sur les articles de ménage, l'augmentation oscille entre 300 et 400 o/o.

Pour les articles de vêtement, le Bulletin cité nous donne des documents de deux sources différentes.

D'abord les prix de vente au détail pratiqués par un économat de chemin de fer :

Marchandises	Janvier 1914	Janvier 1918	Augment. o/o
Chaussettes coton, paire . . .	0,50	1,70	218
Chaussettes laine, paire . . .	1,15	2,40	127
Bas de coton, paire.	1,50	3,20	106
Cottes de toile bleue pièce. . .	4,10	6,75	99
Complet veston, pièce.	38	67	71
Corsage de femme, pièce . . .	3,30	6,10	85
Pèlerine enfant, pièce	6,95	12,65	112
Brodequins enfants, paire. . .	12,70	39	160
Bottines femme, paire	13,60	33,60	122
Bottines homme, paire. . . .	18	31,40	90
Galoches, paire	3,25	8,40	160
Coton écru, mètre.	0,75	2	167
Casquette	2,45	4,20	71
Parapluie	2,15	5,70	105

Ces prix sont notablement inférieurs à ceux pratiqués par un commerçant ordinaire. Nous enregistrons cependant des augmentations rarement inférieures à 100 o/o et qui, pour quelques articles dépassent 200 o/o.

Les prix du commerce nous sont donnés par le cahier de revendications du Syndicat des Métallurgistes du Creusot :

Marchandises	1914	1918
Complet veston	70	150
Chaussures.	25	45
Sabots	1,10	2
Chapeau.	5	10
Casquette	3,50	8
Chemise.	4	10
Caleçon.	2,50	7
Vêtement de travail.	6	18,50
Mouchoirs (douzaine)	3,50	12
Flanelle (gilet).	4	12
Ressemelage	5,60	12
Pantoufles	3	8
Chaussettes.	1,25	3,50

A l'aide de ces chiffres, le même cahier de revendications dresse quelques budgets de familles.

C'est d'abord le budget d'un ménage de deux personnes :

Dépenses annuelles		Dépenses journalières	
1 complet.....	120	2 livres de pain.....	0,60
Vêtem. divers pour		Déjeuner du matin....	1
homme (chemise,		1 livre de viande.....	2
caleçons, flanel)..	85	Légumes.....	1
Vêtem. divers pour		Dessert..	0,75
femme.....	150	Soupe.....	0,75
2 paires chaussures		Vin (1 litre).....	1,30
homme.....	56	Frais divers (beurre,	

2 ressemelages.....	20	graisse, lard, huile,	
2 paires de sabots..	6	sel).....	1
2 paires chaussures		Tabac	0,80
femme.....	50	Eclairage	0,15
3 ressemelages.....	21		8,75
3 paires sabots fem.	6		
Loyer.....	112,80		
Chauffage.....	10,35		
Coiffeur.....	18		
Frais divers (usten-			
siles de ménage,			
vaisselle, etc.)....	25		
	<u>680,15</u>		

La moyenne journalière de dépenses annuelles pour ce ménage ressort à 1 fr. 87 qui, ajoutés au chiffre des dépenses d'alimentation (8,75) donne une dépense quotidienne moyenne de 10 fr. 62 et une dépense annuelle totale de 3.872 fr. 50, sans compter l'imprévu (maladie, déplacements, etc.).

Le budget d'un ménage de 4 personnes dont deux enfants ne donne pas des chiffres sensiblement plus élevés que celui d'un ménage de 2 personnes.

Dépenses annuelles

Alimentation		Entretien	
Pain 700 kgr. à 0,57.	399	Complet pour homme	
Viande 200 k. à 4,80.	960	(un tous les 2 ans)...	75
Lard 20 kgr. à 6 fr..	120	Costume de femme (un	
Beurre 20 kgr. à 11 fr.	220	tous les 2 ans).....	80
Lait 300 l. à 0,45....	135	Deux paires chaussures	
Œufs 20 d. à 3 fr...	60	homme.....	60
Vin 400 l. à 1,30....	520	Deux paires chaussures	
Fromage 20 k. à 7 fr.	140	femme.....	50
Pommes de terre		Trois paires chaussures	
250 kgr. à 0,25....	62,50	enfant.....	45
Haricots 30 k. à 1,69.	49,50	Sabots homme.....	6
Sucre 20 kgr. à 1,80.	36	Sabots femme.....	6
Pétrole 30 l. à 0,75..	22,50	Sabots enfant.....	8
Huile 20 l. à 6 fr....	120	Loyer.....	200
Savon 12 k. à 3,60..	43,20	Vêtem. divers homme..	90
Charbon et bois....	20	Vêtem. divers femme..	100
Café 6 k. à 7,20.....	43,20	Costumes pour 2 enf...	50
Total.....	2950,90	Impôts.....	20
		Ressemelage homme...	20
		Ressemelage femme...	14
		Ressemelage enfants...	24
		Ustensiles de ménage..	80
		Total.....	928

La dépense annuelle de ce ménage est de 3.878,90.

Ce sont là des chiffres de 1918. Si on applique aux mêmes quantités les chiffres de la fin de 1919, tels qu'ils nous sont donnés par les prix moyens de vente au détail d'une coopération de la ville de Paris,

nous trouvons pour l'alimentation une somme de 3.607 fr. 50. L'évaluation est plus difficile à faire pour les dépenses d'entretien. En ne tenant compte que de la variation de prix des vêtements et de la chaussure, nous arrivons à une somme de 1.110 fr. 90. La dépense annuelle serait donc à la fin de 1919, chiffre minimum, de 4.718 fr. 40 soit 16 francs par jour.

Ces chiffres paraissent d'ailleurs extrêmement modérés et inférieurs à la réalité.

Dans un rapport présenté au Congrès de la Fédération les travailleurs du sous-sol, tenu en août 1918, M. Bartuel étudiant le budget d'un ménage de mineurs de deux personnes dans le centre minier de la Mûre (Isère), arrivait à cette conclusion que ce ménage qui pouvait vivre en 1914 avec une dépense hebdomadaire de 52 fr. 10, soit 7 fr. 44 par jour, devait dépenser en 1918 pour conserver le même train de vie, une somme de 146 fr. 55 par semaine ou de 20 fr. 93 par jour, soit une hausse de 181 0/0.

* * *

Nous n'avons pu parler des augmentations nombreuses et importantes qui sévissent depuis le commencement de l'année 1920 (prix du pain, transports, charbon, etc.). Elles sont trop récentes pour pouvoir être appréciées dans leurs répercussions multiples.

Remarquons encore qu'un élément important du coût de la vie nous échappe à peu près complètement : nous n'avons pas de renseignements sur les loyers. Les prix d'avant guerre, dans ce domaine, ont été dans la plupart des cas, maintenus par la réglementation légale ; de ce côté-là encore, on peut s'attendre à enregistrer des augmentations sensibles le jour où la liberté des conventions sera rétablie.

L'impression finale qui se dégage des quelques documents que nous avons examinés, c'est que le sens populaire serre d'assez près la réalité quand il avance qu'aujourd'hui la vie est au moins trois fois plus chère qu'avant la guerre. Encore, pour se tenir dans ces limites, le consommateur est-il obligé de resserrer sa consommation et de l'orienter vers les voies les moins onéreuses.

LE MOUVEMENT DES SALAIRES

Il est assez difficile de marquer avec précision le point de départ de la hausse des salaires. Il semble bien qu'aussitôt après le 1^{er} août 1914 la tendance ait été à la baisse bien plutôt qu'à la hausse. Beaucoup d'usines et d'entreprises chômèrent, et ce ne fut que peu à peu, avec la reprise de la vie économique et le développement des industries de guerre, que les salaires revinrent à leur taux de départ qu'ils devaient bientôt dépasser.

Notons tout de suite que la loi du 10 juillet 1915 qui établissait les salaires minima pour les ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement, si elle est née pendant la guerre, n'en est à aucun titre le produit.

Notons également que les grèves féminines de la région parisienne en 1917 eurent pour cause principale la revendication du salaire d'avant guerre complété par l'indemnité de vie chère.

Les hausses de salaire n'ont donc pas eu à l'origine ce caractère de généralité qu'elles présentent aujourd'hui.

Nous suivrons le mouvement en nous plaçant à différentes époques de la guerre et de l'après guerre.

Pour la période qui se termine à la fin de l'année 1916, nous sommes renseignés par une enquête très complète parue dans le *Bulletin* de juillet 1917 de la *Statistique générale de la France*.

L'enquête a porté sur différentes catégories de salaires :

1° Salaires des ouvriers de la petite industrie, d'après les documents fournis par les maires et les Conseils de prud'hommes pour 52 professions dont 7 féminines, et dans 156 villes de 80 départements ;

2° Salaires journaliers de la grande industrie dans 30 professions dont 8 féminines (documents de l'Inspection du travail) ;

3° Salaires dans les mines (direction du Travail).

4° Salaires en février 1916 dans les établissements militaires de l'Etat (Ministère de l'Armement).

5° Salaires des ouvriers à domicile (bordereaux des comités de salaires).

6° Salaires des ouvriers des travaux publics (cahiers des charges).

Les chiffres fournis doivent être appréciés en tenant compte des transformations apportées dans la main-d'œuvre par l'emploi des femmes, des enfants, des ouvriers non spécialités et, d'autre part, des modifications introduites dans la rémunération des services par l'emploi des primes, indemnités et bonis qui viennent s'ajouter aux salaires.

Voici ces chiffres :

Petite Industrie. — Augmentation 0/0 des salaires à Paris et dans les autres villes de 1911 à 1916

PROFESSIONS	1916		1911		AUGMENTATION	
	par heure	par jour	par heure	par jour	du salaire horaire	du salaire journalier
I. — Masculines						
Brasseurs : Paris	0,675	6,75	0,45	5 »	50	35
— Autres villes.....	0,47	4,93	0,36	4,07	31	21
Imprimeurs : Paris.....	0,95	9,05	0,80	7,20	19	25
— Autres villes.....	0,61	5,71	0,52	4,95	17	15
Cordonniers : Paris.....	0,85	8,50	0,75	7,50	13	13
— Autres villes.....	0,52	5,35	0,38	3,91	37	37
Charpentiers : Paris.....	1,125	10,12	1 »	9 »	12,50	11
— Autres villes.....	0,63	6,10	0,51	5,12	23	19
Ménisiers : Paris.....	1 »	10 »	0,80	8 »	25	23
— Autres villes.....	0,56	5,60	0,47	4,70	19	19
Tourneurs sur métaux : Paris.....	1,05	10,50	0,825	8,25	27	27
— Autres villes.....	0,60	6,60	0,53	5,36	23	23
Maçons : Paris	1,075	9,67	0,95	8,55	13	13
— Autres villes.....	0,61	5,84	0,49	4,77	24	22
Moyenne de 38 professions masculines : Paris.....	0,91	8,95	0,80	7,76	14	15
— Autres villes.....	0,57	5,56	0,46	4,55	24	22
II. — Féminines						
Repasseuses : Paris.....	0,50	5 »	0,40	4 »	25	25
— Autres villes.....	0,26	2,60	0,22	2,12	18	23
Couturières : Paris.....	0,45	4,50	0,35	3,50	29	29
— Autres villes.....	0,27	2,63	0,22	2,23	23	18
Modistes : Paris	»	»	»	»	»	»
— Autres villes.....	0,28	2,71	0,24	2,41	17	12
Moyenne de 7 professions féminines : Paris.....	0,475	4,75	0,39	3,88	22	22
— Autres villes.....	0,27	2,57	0,23	2,21	17	16

C'est une augmentation de 15 0/0 à Paris et de 22 0/0 dans les autres villes pour l'ensemble des professions masculines, et une augmentation de 25 0/0 à Paris et de 16 0/0 dans les autres villes pour les professions féminines, qui ressort de ce tableau.

Salaires journaliers dans la grande industrie

Professions	1913	1916	Indice en 1916 (l'indice de 1913 étant supposé égal à 100)
<i>I. Masculines.</i>			
Journalier (de l'industrie des métaux)	4,08	5,40	132
Minotier	5,03	6,14	122
Forgeron au marteau . . .	5,82	7,05	121
Electricien-monteur	6,08	7,59	125
Ajusteur-mécanicien	6,01	7,70	128
Tourneur-décolleteur . . .	5,50	7,35	134
Emballeur	4,63	5,65	122
Moyennes	5,48	6,83	125
<i>II. Féminines.</i>			
Journalière	2,40	3,28	137
Ouvrière de filature	2,90	3,56	123
Ouvrière de fabrique de chaussures	3,19	4,29	134
Vérification de pièces déta- chées	3,12	4,42	142
Moyennes	2,99	4,12	138

Nous enregistrons ici une augmentation moyenne

de 25 o/o pour les hommes et de 38 o/o pour les femmes.

Voici maintenant quelques salaires d'ouvriers mineurs, d'après les renseignements fournis par les préfets.

Ouvriers Mineurs

	Salaires journaliers		Augmen- tation pour cent —
	1914	1916	
<i>Aveyron</i> (Decazeville) :			
Ouvriers du fond.....	5,64	6,09	6
— du jour.....	4,73	5,35	13
<i>Gard</i> (Bessèges)			
Ouvriers du fond.....	6,09	6,90	13
— du jour.....	4,09	4,71	15
<i>Isère</i> (La Mûre).....	5,67	6,83	20
Moyennes.....	4,64	5,49	18

Enfin, donnons quelques indications sur les salaires des *ouvriers agricoles*.

RÉGIONS.	SALAIRES JOURNALIERS				AUGMENTATION % de 1914 à 1916	
	Ouvriers non nourris		Ouvriers nourris		Ouvriers non nourris	Ouvriers nourris
	1914	1916	1914	1916		
Nord-Ouest.	3,25	4,66	1,86	2,80	43	50
Nord	3,44	4,93	2,11	3,28	43	55
Ouest	3,26	5,45	2,46	4,08	62	66
Centre.....	3,87	5,92	2,83	4,53	53	60
Est.....	3,43	5,15	2,14	3,46	50	62
Sud	3,46	5,19	2,29	3,83	50	67
Ensemble..	3,43	5,15	2,23	3,52	50	58

Le relèvement des salaires agricoles est donc très sensiblement supérieur à celui des salaires d'ouvriers de la petite et de la grande industrie, quoique le taux nominal de ces derniers demeure le plus élevé.

* * *

A partir de 1917, les interventions gouvernementales, les conventions entre patrons et ouvriers, les bordereaux de salaires se multiplient. Pour la seule année 1918, on ne compte pas moins de 17 circulaires en décisions ministérielles ayant pour objet la réglementation des salaires.

Ces documents qui nous permettent d'apprécier clairement le mouvement des salaires sont reproduits dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France* (1) et dans les *Bulletins du Ministère du Travail* (2).

Signalons l'introduction dans la grande majorité des professions d'une indemnité de cherté de vie, variable suivant les emplois, les professions et les localités.

Pour les usines de guerre, le ministère de l'Arme-

1. Voir notamment le Bulletin d'avril 1918.

Les bulletins suivants, jusqu'à et y compris celui d'octobre 1919, le dernier paru, ne contiennent pas d'indications sur le mouvement des salaires en France. Par contre on y trouve d'intéressants renseignements sur les salaires à l'étranger.

2. Voir les bulletins de l'année 1919.

ment a établi par décret du 16 janvier 1917 des bordereaux fixant, dans les diverses régions, les taux minima qui devaient servir de bases pour la détermination des salaires. Ces salaires oscillaient de 0 fr. 35 à l'heure (pour les non-professionnels) à 0 fr. 75 et 0,90 pour les meilleurs ouvriers. A Paris, ce taux s'élevait jusqu'à 1 fr. 50 et 1 fr. 60.

Ces salaires étaient complétés par des indemnités de cherté de vie. A Paris, ces indemnités étaient de 3 francs par jour pour les ouvriers à salaire le plus faible et allaient diminuant jusqu'à 0 fr. 50, à mesure que le salaire était plus élevé.

Dans l'Industrie du bâtiment, à Paris, on note à la fin de 1917 un salaire moyen de 1 fr. 35 à l'heure contre un salaire d'avant-guerre de 0,88, soit une augmentation de 53 0/0.

Enfin voici quelques salaires courants approximatifs (dans lesquels sont incorporés l'allocation de cherté de vie) établis à la fin de 1917 et comparés à ceux d'avant-guerre.

PROFESSIONS	RÉGION PARISIENNE			AUTRES RÉGIONS (moyennes)		
	SALAIRE PAR HEURE		AUGM.	SALAIRE P. HEURE		AUGM.
	fin 1917	avant guerre	%	fin 1917	av. guerre	%
Manœuvres ordin.	0,95	0,50 à 0,60	73	0,63	0,38	66
<i>Ouvriers d'usines :</i>						
Ajusteurs	1,45 à 1,50	0,80 à 1,20	47	1	0,57	75
Tourneurs	1,50 à 1,55	0,80 à 1,20	52	1	0,63	59
Moyenne.....			60			70
<i>Ouvriers divers :</i>						
Maçons	1,50	0,95	58	0,76	0,51	49
Charpentiers	1,50	1	50	0,78	0,53	47
Menuisiers	1,40	0,85	65	0,76	0,51	49
Serruriers	1,35	0,75 à 0,90	64	0,73	0,50	46
Plombiers	1,25	0,90	39	0,77	0,53	45
Peintres	1,40	0,85	65	0,70	0,49	43
Terrassiers	1,40	0,80	75	0,71	0,40	77
Moyenne.....			60			50
<i>Femmes :</i>						
Manœuv. ordinair.	0,75	0,30 à 0,35	131	0,51	0,23	122
— spécialis.	0,95	0,35 à 0,40	153	«	«	«

En supposant les salaires d'avant-guerre égaux à 100, voici quels étaient les indices fin 1916 et fin 1917 dans le bâtiment, les mines et les constructions mécaniques.

Bâtiment		Mines de houille		Constructions mécaniques	
fin 1917	fin 1916	fin 1917	fin 1916	fin 1917	fin 1916
150	120	»	120	170	130

Les salaires féminins, au moins dans les professions exclusivement féminines n'ont pas augmenté avec la même rapidité que les salaires masculins.

Dans la région parisienne, une série de conventions ont été signées au Ministère du Travail à partir de mai 1917 par les représentants patronaux et ouvriers des diverses industries du vêtement. Ces conventions ont fixé des indemnités de cherté de vie et généralisé l'application de la semaine anglaise.

Après l'accord de mars 1918, les salaires journaliers dans la couture s'établissaient ainsi :

	Avant-guerre	Fin 1917	Avril 1918
Premières mains. . . .	5 fr.	6 fr.	8 fr.
Secondes mains.	3 fr. 50	4 fr. 40	6 fr.

Soit une majoration moyenne de 65 o/o sur les salaires d'avant-guerre.

Pour les ouvrières à domicile de l'industrie du vêtement, les tarifs dressés par les comités de salaires prévus par la loi du 10 juillet 1915 donnent les chiffres suivants (salaires horaires).

Allier.	0,18
Tarn.	0,19
Corse.	0,20
Ain.	0,29
Doubs-Loiret.	de 0,30 à 0,35
Seine-Gard.	de 0,40 à 0,46

L'année 1919 est marquée par une série de grèves, qui, presque toutes, auront pour objet un relèvement de salaires, véritables grèves d'adaptation, pourrait-on dire.

De janvier à avril 1919, on a compté 215 grèves dont 164 ayant pour cause une demande d'augmentation de salaires. En mai 1919, 371 grèves, dont 278 pour la même cause. En juin 1919, 685 grèves dont 418 pour la même cause.

De nombreuses conventions ont été établies soit à la suite de grèves, soit spontanément. Toutes les conventions postérieures à la loi du 23 avril 1919 qui a établi la journée de huit heures, contiennent une disposition dont l'effet est de maintenir un salaire journalier égal, malgré la réduction des heures de travail. La majoration du salaire à l'heure devra donc être appréciée en tenant compte de cette disposition.

Enfin des bordereaux de salaires ont été établis dans de nombreuses régions sur l'initiative de l'administration.

Par une circulaire du 10 janvier 1919 le ministre du Travail demandait aux préfets de faire établir d'urgence des bordereaux de salaires applicables à toutes les administrations publiques appelées à faire exécuter des travaux dans les régions libérées et aux entrepreneurs traitant avec ces administrations.

D'autre part, en prévision de travaux à organiser pour le compte des services publics sur divers points du territoire, le ministre du Travail demandait aux préfets de réunir les commissions mixtes et la Commission administrative prévues pour l'application des décrets du 10 août 1899.

C'est dans ces bordereaux, établis depuis le 1^{er} janvier 1919, que nous puisons les renseignements qui suivent :

Meuse. Travaux publics et de construction :

Professions	Salaire à l'heure	
	Régions non dévastées	Régions dévastées
Manœuvres.	0 fr. 95	1 fr. 20
Terrassiers.	1 fr. 20	1 fr. 50
Maçons.	1 fr. 80	2 fr. 30
Charpentiers.	1 fr. 90	2 fr. 35
Mécaniciens-ajusteurs.	1 fr. 90	2 fr. 35
Chefs d'équipe.	2 fr. 10	2 fr. 60

Ces salaires comprenaient les indemnités de vie chère. Etablis pour une période expirant le 1^{er} avril 1919, ils étaient remplacés le 1^{er} août 1919 par des salaires relevés de 0 fr. 15 à 0 fr. 20 par heure en moyenne et par une indemnité de cherté de vie séparée, s'élevant à 4 francs par jour.

Nord. Métallurgie et bâtiment (3 février 1919) :

Manœuvres.	1 fr. et 1,25 l'heure (Vie chère comprise)
Ouvriers qualifiés.	1,50 l'heure (Vie chère comprise)

Loire-Inférieure (23 janvier 1919) :

Maçons.	1 fr. l'heure
Terrassiers.	0 fr. 90 —
Charpentiers.	1 fr. 10 —
Manœuvres.	0 fr. 85 —

Marne (12 avril 1919) :

Manœuvres.	1 fr. à 1 fr. 25 l'heure
Terrassiers.	1 fr. 20 à 1 fr. 55 —
Ouvriers qualifiés. . . .	1 fr. 35 à 1 fr. 70 —

Vosges (31 mars 1919) :

Les salaires horaires varient de 0 fr. 85 à 1 fr. 50.

Ain (20 juin 1919) :

Manœuvres.	1 fr. 10 l'heure
Maçons.	1 fr. 55 —
Charpentiers.	1 fr. 60 —

Seine :

I. — Plombiers, couvreurs, zingueurs (2 juillet 1919) :

Compagnons-plombiers. . .	2 fr. 50 l'heure
Aides plombiers.	1 fr. 75 —
Gardiens de rue.	1 fr. 25 —

II. — Construction métallique (3 juillet 1919) :

Traceurs.	2 fr. 75 l'heure
Forgerons.	2 fr. 75 —
Serruriers-ajusteurs. . . .	2 fr. 50 —
Riveurs.	2 fr. 50 —
Manœuvres.	2 fr. 00 —

III. — Charpentiers en bois (10 juillet 1919) :

2 fr. 50 l'heure (ouvriers qualifiés).

Salaires moyen des ouvriers agricoles

Ce salaire a été déterminé dans chaque département par le préfet après avis de commissions mixtes

et enquête administrative. Nous donnons les chiffres pour quelques départements, arrêtés en 1915 et 1919.

DÉPARTEMENTS	SALAIRE MOYEN			
	JOURNALIER		• ANNUEL	
	1919	1915	1919	1915
	fr.	fr.	fr.	fr.
Ain			1.800	1.200
Ariège.....	6	3,75	1.800	1.125
Aube.....	5,50	4,50	1.650	1.350
Charente	6	3		
Cantal.....			1.800	1.050
Cher	4,45	4,45	1.620	1.620
Doubs.....	8	4		
Haute-Garonne..	6	3,50	1.800	875
Hérault.....	6	4		
Isère	9	3,60	2.250	
Landes.....	5 (non nourri)	3,15	1.400	800
Manche.....	7	3		
Morbihan.....			825	825
Puy-de-Dôme ...	8		2.400	1.000
Seine-et-Marne..	6,50	4,50		

Signalons une convention signée le 8 avril 1919 entre patrons et ouvriers agricoles de Seine-et-Marne fixant des salaires minima :

Homme de ferme : 10 fr. par jour.

Charretiers et bouviers : 300 francs par mois sans nourriture ni logement.

Charretiers et bouviers : 160 francs par mois avec nourriture et logement.

Bergers : 350 francs par mois sans nourriture ni logement.

Conducteurs de tracteurs : 400 francs par mois sans nourriture ni logement.

De plus, chaque ouvrier a droit à un jardin de 5 ares labouré et fumé par son patron.

Salaires féminins

Une convention signée le 17 mai 1919 au Ministère du Travail entre la Chambre syndicale de la couture parisienne et le syndicat général des travailleurs de l'habillement, a fixé ainsi les salaires minima à l'heure (vie chère comprise).

Premières mains.	1 fr. 50
Deuxièmes mains	1 fr. 20
Petites mains.	0 fr. 90

Les salaires à la journée ressortent donc respectivement pour chacune des trois catégories envisagées à 12 francs, 9 fr. 60 et 7 fr. 20. C'est une augmentation sur les salaires d'avant-guerre de 140 0/0 pour les premières mains et de 170 0/0 par les secondes mains.

LE POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES

Nous avons suivi séparément le mouvement des prix et le mouvement des salaires. Il nous reste à rapprocher les deux termes de la comparaison.

Nous nous heurtons ici à une opinion qui paraît solidement établie dans l'esprit public. La situation de l'ouvrier serait bien supérieure à celle qu'il avait avant la guerre, et ses gros salaires lui permettraient de dépenser sans compter. L'histoire a été mille fois répétée de la femme de l'ouvrier arrivant sur le marché et enlevant les morceaux de choix que les autres ménagères devaient renoncer à acheter.

Mais ce n'est pas que dans le gros public que cette opinion a trouvé créance. Pour certains auteurs, il est indiscutable que l'élévation des salaires est hors de toute proportion avec l'élévation du coût de la vie. Les hauts salaires seraient le produit factice d'une agitation à tendance politique. « Profitant des circonstances, écrit dans un récent article M. Louis Narquet (1), le socialisme révolutionnaire

1. Louis Narquet, *La Continuité de la vie sociale* (*Mercure de France*, 15 mars 1920).

a poussé le prolétariat à exiger des salaires exorbitants qui, s'ils se maintenaient nous acculeraient à une telle tension économique que le prix de la vie deviendrait insupportable... »

Mais on ne nous apporte aucun argument pour appuyer cette thèse. Nous pensons au contraire que l'élévation des salaires laisse l'ouvrier dans une situation inférieure à celle qu'il avait avant la guerre, et nous allons essayer de le démontrer.

*
* *

Pour évaluer le coût de la vie au regard du taux des salaires, nous nous servirons d'abord des chiffres donnés par l'enquête de la Statistique générale de la France sur les prix de vente au détail des 13 denrées types. Ces prix sont tout à fait indépendants des salaires.

Nous ferons état aussi d'un autre mode d'évaluation du coût de la vie, celui-là assez fortement influencé par le taux des salaires : c'est le prix de la pension des ouvriers célibataires (nourriture et logement). Le prix de la pension tend d'ordinaire à se rapprocher du niveau des salaires. Nous verrons que depuis la guerre il n'en est pas toujours de même.

Les enquêtes des conseils de prud'hommes nous donnent des renseignements précis sur ces prix de pension. En 1916, la moyenne des prix de pension

s'établissait ainsi qu'il suit, comparée à la situation de 1911 (prix de la pension au mois).

Villes	Prix ordinaire de la pension au mois	
	1916	1911
—	—	—
Moulins	112,50	75
Marseille.	125	75
Caen	«	97
Angoulême	85	67,50
Dijon	112,50	85
Saint-Brieuc.	80	67
Chartres.	110	80
Châlons-sur-Marne.	135	86
Calais	92,50	75
Ensemble des départements	101	71

En supposant l'indice pour 1911 égal à 100, cet indice aurait atteint le chiffre 142 en 1916.

Pendant la même période 1911-1916, nous voyons les salaires journaliers ordinaires des professions masculines passer de 4 fr. 74 à 5 fr. 65, l'indice s'élevant de 100 à 119.

L'indice des prix de détail passe de 100 à 150 (1).

La première constatation qui s'impose, c'est qu'à la fin de l'année 1916, les salaires s'étaient élevés plus lentement que le coût de la vie (Dans une seule ville, à Rennes, l'indice des salaires 140 était supérieur à l'indice des prix 130).

En second lieu, observons que pour l'ouvrier céli-

1. *Bulletin de la Statistique générale de la France*, juillet 1917.

bataire, le salaire de 1916 lui permet de payer sa pension et de conserver une certaine marge. En comptant vingt-cinq jours ouvrables dans le mois, le salaire mensuel ($5,65 \times 25$) s'établit à 141 fr. 25. Le prix de la pension étant de 101 francs, il reste disponible 40 fr. 25 dont l'emploi ne sera pas difficile à trouver. En 1911, le salaire mensuel ressortait à 118 fr. 50, laissant sur le prix de pension (71 fr.), 47 francs de disponible, soit 7 francs de plus qu'en 1916.

Mais si la vie semblait possible pour le célibataire (encore que plus resserrée qu'avant la guerre), c'est un problème de savoir comment le salaire de l'ouvrier marié et père de famille pouvait assurer l'existence des personnes à sa charge et la sienne. Il faut tenir compte que le déficit s'est trouvé annulé, au moins en partie, par l'intervention de plus en plus généralisée du travail des femmes et des jeunes filles, le revenu familial se trouvant ainsi augmenté même quand le salaire individuel demeurait stationnaire. Seulement cette intervention généralisée du travail des femmes et des enfants n'est qu'un pis aller. Il serait souverainement injuste d'en faire l'état pour apprécier la valeur des salaires.

* * *

A partir de 1917, nous n'avons plus d'indices

généraux des salaires. Force nous est donc de comparer au mouvement des prix les salaires envisagés par catégories de travailleurs.

Prenons quelques professions caractéristiques ; par exemple, à Paris, le maçon pour le bâtiment, l'ajusteur mécanicien pour les constructions mécaniques et la couturière pour les professions féminines.

Le salaire à l'heure du maçon qui était de 0 fr. 95 en 1914, passe au commencement de 1917 à 1 fr. 075, en augmentation de 13 0/0 ; en 1918 il est de 1 fr. 50 (58 0/0 d'augmentation), vers le mois de juillet 1919, il était de 2 fr. 50, en augmentation de 16 0/0 sur l'avant-guerre. Mais si l'on envisage le salaire journalier, nous passons de 9 fr. 50 en 1914, à 10 fr. 75 en 1917, à 15 francs en 1918 et, en 1919, par suite de la journée de 8 heures à 20 francs, soit à cette dernière période une augmentation sur l'avant-guerre de 116 0/0 et non plus 160 0/0.

La courbe de ce salaire, comparée à la courbe de l'indice des prix des 13 denrées à Paris donne le graphique de la figure 4.

La comparaison des indices des prix et du salaire des ajusteurs mécaniciens nous donne un graphique dont l'allure ne diffère pas du précédent (fig. 5).

Le salaire qui était en 1914 de 1 franc à l'heure passe à 1 fr. 47 en 1918 et à 2 fr. 50 en 1919. La journée s'établit donc à 10 francs en 1914, 14 fr. 70



FIG. 4. — Mouvement des prix et salaires du maçon

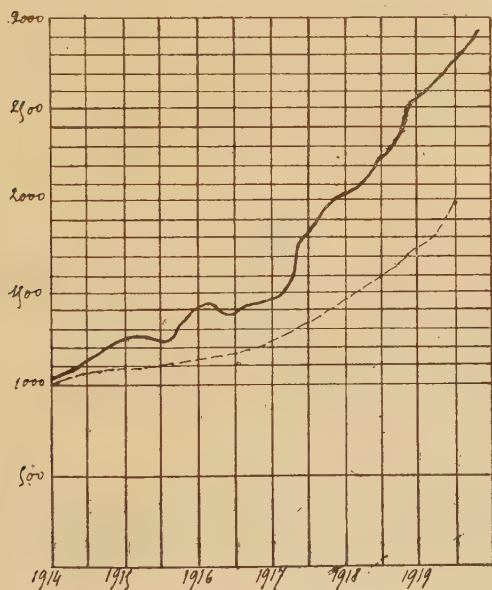


FIG. 5. — Mouvement des prix et salaires des ajusteurs-mécaniciens

en 1918 et 20 francs en 1919 enregistrant des augmentations successives de 47 o/o et 100 o/o.

Le salaire des couturières à Paris, qui était de 5 francs par jour avant la guerre passe à 6 francs en 1917 (29 o/o d'augmentation), à 8 francs en 1918, (65 o/o d'augmentation) et atteint 12 francs en 1919, (150 o/o d'augmentation) (fig. 6).

La comparaison aurait été intéressante à faire pour les salaires de quelques professions caractéristiques, les mineurs par exemple. Elle est impraticable avec les seuls documents dont nous disposons.

Elle peut être tentée pour les salaires des ouvriers agricoles. En Seine-et-Marne, le salaire journalier moyen d'avant-guerre semble être de 3 fr. 43. Il passe à 5 fr. 15 en 1917 (augmentation de 50 o/o) et à 6 fr. 50 en 1919 (augmentation de 90 o/o). En le comparant à l'indice des prix pour la France entière, on obtient le graphique figure 7.

* * *

Quelque incomplète qu'ait été notre comparaison, il nous semble cependant impossible qu'on n'en tire pas cette conclusion formelle que, depuis 1914, le pouvoir d'achat des salaires ne s'est pas maintenu égal à lui-même.

Nous ne nions pas qu'à un moment donné, pour quelques catégories d'ouvriers très limitées, le salaire

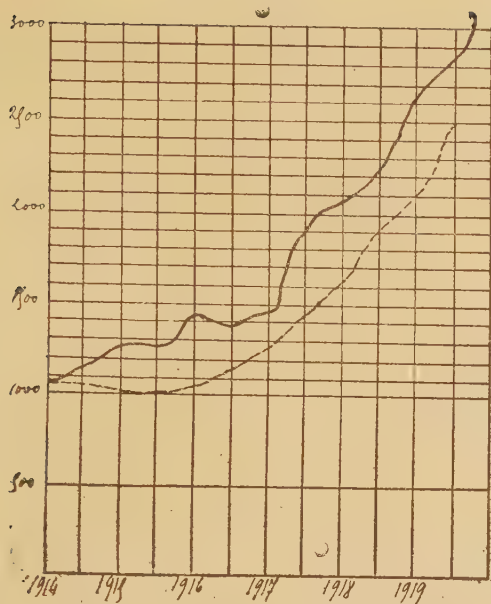


FIG. 6. — Mouvement des prix et salaires des couturières

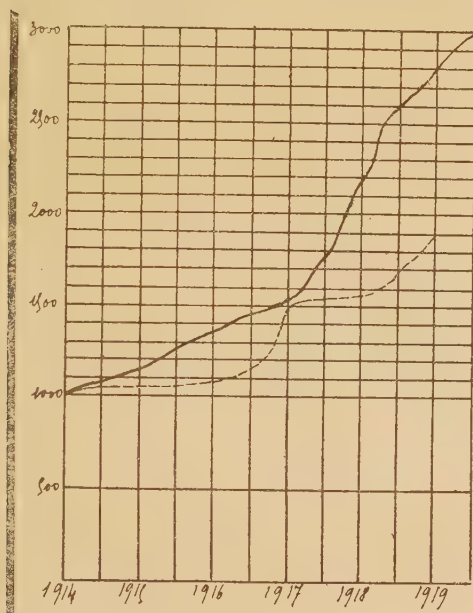


FIG. 7. — Mouvement des prix et salaires des ouvriers agricoles

ne se soit élevé plus vite que le coût de la vie, qu'il y ait eu abondance inusitée de ressources et dépenses excessives.

Mais ce sont là des cas isolés, noyés dans l'ensemble et absolument insignifiants, quoiqu'ils aient eu le don de frapper l'esprit public. Au surplus, la prodigalité de l'ouvrier (prodigalité bien relative) ne date pas de la guerre. L'ouvrier n'a jamais eu les habitudes d'économie de la petite bourgeoisie de qui émane les critiques les plus amères et cela explique ses dépenses, tout aussi bien que l'accroissement excessif de ressources auquel on veut les imputer.

L'étude impartiale des faits nous conduit à penser que si les salaires sont devenus « exorbitants », comme le dit M. Narquet, ils ne le sont cependant pas encore assez pour compenser l'augmentation du prix de la vie. Ce fait, du reste, a été récemment reconnu d'une manière officielle. « Aucune catégorie de travailleurs, dit une circulaire du ministre du Travail du début de mars 1920, ne saurait, dans les circonstances présentes, avoir un droit absolu à conserver la puissance d'achat qu'elle avait avant la guerre. » Cette dénégation est significative ; elle confirmerait, s'il en était besoin, l'opinion que la situation des salariés est aujourd'hui plus précaire qu'en 1914.

INFLUENCE DE L'ÉLEVATION DES SALAIRES SUR LE RENCHÉRISSEMENT DE LA VIE

C'est encore une opinion courante et qui demande à être examinée de près, que celle qui voit dans la hausse des salaires la cause déterminante de la crise de cherté de vie.

L'explication est commode ; elle a été adoptée comme arme politique par les adversaires du gouvernement qui, le premier, a pratiqué de hauts salaires (1).

De nombreux économistes ont aussi incriminé les hauts salaires. Retenons l'intéressante démonstration tentée par M. J. Moret dans la *Revue d'Economie politique* (2). Voici comment il raisonne : *A priori*, dit-il, on s' imagine trouver l'origine de la hausse générale des prix dans la raréfaction des marchandises et le développement exceptionnel de la consommation. En réalité, il n'y a pas cependant

1. Voir : *le Père de la Vie chère*, par Archer, ingénieur, avril 1919.

2. J. Moret, *Une solution à la hausse du niveau général des prix* (*Revue d'Economie politique*, juillet-août 1919).

grand enseignement à tirer de la pseudo-loi de l'offre et de la demande. Cette loi n'a effectivement aucun sens précis, puisque l'offre et la demande elles-mêmes sont fonction des prix; et elle finit même par être en contradiction avec les faits, car on constate que des prix exagérés peuvent développer la demande et restreindre l'offre. D'ailleurs la diminution de l'offre et l'augmentation de la demande ont pu provoquer le renchérissement de marchandises particulières, elles ne sauraient toutefois justifier la hausse de *tous* les prix, nombre de produits et de services n'ayant pas été directement touchés par les événements.

Seule, la dépréciation de la monnaie peut expliquer l'ascension simultanée de tous les prix. Aussi admet-on aujourd'hui que le renchérissement général provient de l'inflation de la circulation fiduciaire, étant entendu que pour certaines marchandises particulières, d'autres facteurs viennent superposer leurs effets.

Mais, remarque M. Moret, cette explication n'en est pas une, un phénomène abstrait tel que la multiplication d'une monnaie fictive ne pouvant, comme le développement de la production de l'or, être la cause première de phénomènes concrets. A partir du moment où le mouvement ascendant des prix a commencé à s'accélérer, l'inflation de la circulation fiduciaire a été tout autant la conséquence que la cause de ce mouvement, l'Etat devant faire d'autant plus

largement appel à la planche à billet que les prix sont déjà plus élevés.

Il s'agit donc, pour analyser les perturbations qui nous occupent d'en découvrir la *causa causarum*. Or M. Moret n'hésite pas à trouver cette cause, génératrice des autres, sur le marché du travail.

« Nous n'avons pas, dit-il, à apprécier ici les motifs politiques ou autres auxquels le gouvernement a obéi en introduisant ou en permettant d'introduire dans les industries travaillant pour la défense nationale les salaires que l'on sait. Notons seulement que c'est certainement cette hausse des salaires qui a déclenché l'accélération de la marche ascendante des prix, et examinons quelles en ont été les suites.

« A première vue, ces suites paraissent se présenter fort simplement. La hausse des salaires dans certaines industries a provoqué la hausse générale de tous les salaires. Cette hausse générale a naturellement entraîné le renchérissement des produits. Puis, en présence de l'élévation du coût de la vie, les exigences des salariés se sont accentuées. D'où la transformation de la question en un cercle vicieux.

« Mais la réalité est encore plus fâcheuse que les apparences. Du jour où il a abandonné le cours régulier qu'il suivait depuis 1906, le mouvement des prix s'est poursuivi sur une véritable spirale vicieuse, s'il est permis d'employer une telle comparaison. Il s'est transformé en un mouvement centrifuge qui, au lieu

de se stabiliser, tend au contraire à s'emballer. C'est la conséquence de ce fait que, dès l'instant où une hausse anormale des salaires, c'est-à-dire une hausse incompatible avec les conditions données de l'équilibre économique est accompagnée de l'émission de billets à cours forcé, ces billets ne constituent plus que des sortes de bons de travail, alors que les intéressés persistent à les considérer non pas comme de simples signes de la valeur, mais comme une marchandise ayant une valeur intrinsèque. »

Le consommateur croit ainsi pouvoir se donner plus de bien être. Par suite, il y a augmentation de la demande. D'autre part les entrepreneurs ne se contentent pas de majorer leurs prix en raison du renchérissement de la main-d'œuvre. En présence de l'extension apparente de leurs recettes, ils ne veulent plus se donner la peine de produire qu'à la condition de faire payer leurs efforts et leurs sacrifices plus cher qu'auparavant. D'où une diminution de l'offre. Ce résultat est une élévation du prix du marché.

Si l'on représente le prix d'une marchandise par l'abscisse OP du point d'intersection M de la courbe de la demande totale (D) et de la courbe d'offre totale (O) de cette marchandise, on voit ce prix devenir OP' , avec l'augmentation de la demande, l'offre restant sans changement, et OP'' quand l'augmentation de la demande et la diminution de l'offre se combinent (fig. *a*).

Enfin, chacun s' imagine avoir les moyens de jouir de plus en plus sans se donner davantage de peine, et même pouvoir réduire ses efforts de production. Dès lors on voit l'offre de force de travail diminuer et l'industrie se contracter; et cela donne naissance à de nouvelles hausses de prix auto-extensibles.

Ce fait est patent pour les ouvriers. Les augmen-

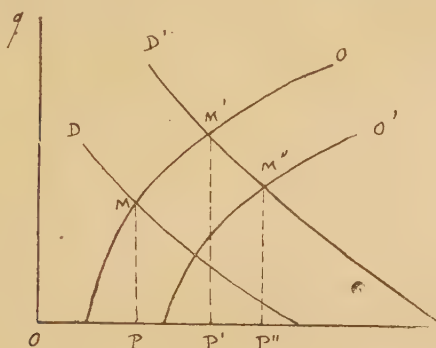


FIG a

tations de salaires finissent toujours par aboutir à la diminution de la durée du travail.

Pour les entrepreneurs, le fait est moins évident. Mais il paraît s'être cependant manifesté au cours de la guerre sous la forme suivante. La courbe d'offre d'un produit d'une industrie à revenu croissant présente l'aspect indiqué par la courbe O de la figure b.

Une telle courbe coupe en général la courbe de demande D en deux points M et M', et des deux prix correspondants c'est naturellement le plus bas qui

tend à s'établir normalement sur le marché, de telle sorte que l'équilibre de l'offre et de la demande est représenté par le point M.

Or il semble que, pour beaucoup d'industries, les hauts prix pratiqués ces dernières années ont fait passer cet équilibre du point M au point M', les ven-

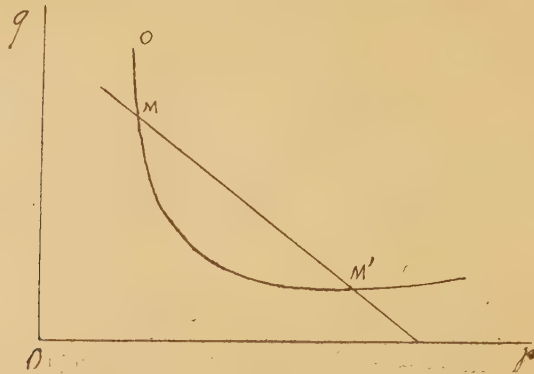


FIG. b

deurs maintenant leur chiffre d'affaire avec un volume de marchandises réduit et beaucoup d'acheteurs se résolvant à diminuer leurs acquisitions pour ne pas augmenter leurs dépenses.

D'après ce qui précède, on voit quelle déplorable mentalité économique et sociale engendre la surélévation actuelle du niveau général des prix, en tant qu'elle ne correspond ni à un nouvel état de l'équilibre économique, ni à une dépréciation intrinsèque, non pas de la monnaie-signes, mais de la monnaie-marchandise. Cette mentalité fausse les données

usuelles de la vie sociale et crée le plus dangereux des mirages en provoquant la contraction de la production tout en développant les appétits. Les besoins sont exaspérés, et les masses ne pouvant les satisfaire sont portées à se distribuer du moins la totalité des biens existants. C'est, dit M. Moret, le bolchevisme.

*
* * *

Le système de M. Moret, s'il est ingénieusement construit et rigoureusement déduit ne nous apporte cependant aucune lumière sur le problème qui nous occupe, à savoir si c'est la hausse des salaires qui a déclenché la crise de vie chère. « Notons seulement, dit M. Moret, que c'est certainement cette hausse de salaires qui a déclenché l'accélération de la marche ascendante des prix. » Et plus loin, il parle de la hausse anormale des salaires, « c'est-à-dire d'une hausse incompatible avec les conditions données de l'équilibre économique ». Mais ce sont là pures affirmations et qui constituent justement tout le problème à résoudre. Or nous ne trouvons dans l'article de M. Moret aucun argument qui vienne justifier ces affirmations.

Le problème, M. Moret le reconnaît, est uniquement une question de déclenchement. Une fois le mouvement déchaîné, les deux phénomènes, hausse

des prix et hausse des salaires, ont réagi l'un sur l'autre, et ils portent une égale responsabilité dans leurs élévations successives. C'est dire déjà, que le problème ne présente plus qu'un intérêt d'ordre rétrospectif. Mais, même réduit à ces proportions, il ne semble pas exact encore de le résoudre comme l'a fait M. Moret. L'impression qui se dégage des documents que nous avons examinés, c'est que, dans l'ensemble, la hausse des prix a précédé la hausse des salaires. N'oublions pas que les années qui ont précédé la guerre étaient déjà des années de vie chère et qu'aucune mesure générale de relèvement des salaires n'avait été prise avant 1914.

Rappelons que dès le premier trimestre de 1915, l'indice des prix de gros trahit une augmentation de 23 0/0 sur le troisième trimestre de 1914, et l'indice des prix de détail, une augmentation de 10 0/0 qui passe à 23,50 0/0 dès le troisième trimestre 1915.

Or à l'époque envisagée (première moitié de 1915), les salaires n'avaient bénéficié d'aucune majoration appréciable.



Il nous paraît donc acquis que les hauts salaires ne sont pas la cause première de la vie chère. Ils en sont bien plutôt la conséquence. Ils n'ont pas précédé la crise, ils l'ont suivie, et les brusques efforts

d'adaptation tentés par les travailleurs, s'ils ont eu pour effet une augmentation nominale des salaires n'ont cependant pas conservé à ces derniers leur efficacité d'avant-guerre.

Maintenant, que cette augmentation des salaires, consécutive à la hausse des prix ait eu elle-même sa répercussion sur le marché économique, personne ne songe à le nier. La hausse du prix des services est une des formes de la vie chère, au même titre que la hausse du prix des transports, par exemple. Et il est bien évident que plus la catégorie affectée par la hausse des prix sera importante en nombre et en utilité, plus sera profonde la répercussion sur l'ensemble du marché.

Cependant, il convient de ne pas exagérer l'influence de la hausse des salaires sur le mouvement des prix. Cette influence s'est exercée de différentes manières.

D'abord, la hausse des salaires a augmenté le prix de revient des produits ; si le travail incorporé au produit est rémunéré davantage, le produit verra son prix majoré par le producteur, c'est de toute évidence. Observons toutefois que cette rémunération de la main-d'œuvre ne constitue pas l'élément essentiel de la valeur de tous les produits. Les produits dans lesquels la matière première compte le moins et le travail individuel compte le plus ne sont pas ceux dont les prix ont marqué la plus forte hausse,

tant s'en faut. Par contre, les denrées alimentaires, où la main-d'œuvre est de peu d'importance, sont ceux où nous enregistrons les hausses les plus considérables.

D'autre part, les prix de vente ne s'élèvent pas dans la même proportion que le coût de la production. Supposons le coût de production égal à 100 et le prix de vente égal à 120 ; si le coût de production passe à 120, s'élevant de 20, le prix de vente deviendra certainement supérieur à 140 et le bénéfice retiré par le vendeur, au lieu d'être 20, deviendra 25 ou 30, en vertu d'une nécessité mathématique souvent vérifiée.

La hausse des salaires est aussi une invite au commerçant peu scrupuleux de hausser les prix, sans que cette hausse corresponde à un enchérissement réel. Les détenteurs de marchandises voyant leur clientèle disposer de sommes de plus en plus considérables ont exagéré leurs demandes. Ils ont escompté des hausses futures ; leurs prix ont été déterminés non par les conditions présentes, mais par les conditions supposées devoir être celles du lendemain. Les stocks ont été accumulés, mis en réserve, en prévision des jours futurs où leurs prix permettraient à leurs possesseurs des plus-values considérables.

Il reste à se demander si, dans ce phénomène,

c'est la hausse des salaires qui doit être incriminée ou l'esprit de lucre des mercantis.

Enfin on a reproché aux salaires élevés de donner l'illusion à ceux qui les recevaient d'une plus grande richesse effective. Les salariés ont ainsi dépensé davantage, n'ont pas surveillé leur consommation et se sont prêtés docilement aux manœuvres de commerçants rapaces qui élevaient leurs prix de plus en plus.

Reproche fondé, mais qui perd de plus en plus de son poids. L'ouvrier semble faire parfaitement la distinction aujourd'hui entre la valeur nominale du salaire et son pouvoir d'achat, et l'on trouverait difficilement un travailleur qui ait le sentiment d'être plus à son aise en 1920 qu'en 1914.

Nous dirons pour nous résumer que les salaires qui ne sont pas la cause première de la vie chère, qui n'en sont pas davantage la cause principale, portent néanmoins leur part de responsabilité dans l'aggravation de la crise. Toute augmentation de salaire entraîne une augmentation du coût de la vie. C'est une vérité qui n'échappe pas aux salariés. Mais il ne faudrait pas en conclure qu'on combattait efficacement la vie chère en refusant toute augmentation de salaire, ou même, comme le proposait M. Moret dans l'article cité plus haut, en les réduisant par voie d'autorité. Il est bien certain que, les salaires restant invariables, le prix de la vie augmenterait cependant.

C'est donc une nécessité pour le travailleur, s'il veut simplement maintenir sa situation, de réclamer une augmentation de salaire, malgré qu'il n'ignore pas qu'une hausse nouvelle des prix s'ensuivra à bref délai.

Une action sur les salaires pour combattre la vie chère serait à la fois injuste, impraticable et inefficace. Si l'on veut conjurer la crise, c'est aux causes qu'il faut s'attaquer, non aux effets.

CONCLUSION

Les hauts salaires étant éliminés comme facteur principal et initial de la vie chère, les causes qui ont déchaîné la crise, si complexes qu'elles soient, peuvent se ramener à cinq ou six.

A l'origine, il faut placer sans aucun doute la diminution de l'offre et l'exagération de la demande.

Depuis 1914, la production a baissé dans des proportions considérables. La récolte en blé qui était en milliers de quintaux de près de 97.000 en 1913, est tombée à 76.000 en 1914, à 60.000 en 1915, à 55.000 en 1916, à 36.000 en 1917 ; elle n'est remontée en 1918 qu'à 63.000. La récolte en pommes de terre est tombée de 135 millions de quintaux en 1913 à 62 millions en 1918. Le sucre de betterave est passé de 877.000 tonnes en 1913 à 200.000 tonnes en 1918. En aucun pays la raréfaction n'a été aussi accusée qu'en France. Mobilisation de tous les hommes valides, destruction ou indisponibilité par suite de l'occupation des moyens de production, réquisition, hausse du fret, crises des transports,

tels sont les éléments dont les effets combinés se sont traduits dans notre pays par une diminution formidable de l'offre.

En même temps, la demande s'est maintenue et même, elle s'est accrue. Les besoins des armées ont absorbé une grande quantité de produits ; un gaspillage inévitable a exagéré encore la demande.

Mais la cause essentielle de la vie chère semble bien être la diminution de la valeur de la monnaie, consécutive à des émissions considérables de papier (1).

En 1914, à l'ouverture des hostilités, les billets de banque en circulation dans les 15 principaux Etats belligérants se montaient, d'après un économiste américain, O. P. Austin, de la National City Bank de New-York, à 40 milliards de francs. A la cessation des hostilités, ce chiffre s'était élevé à 220 milliards de francs ; soit en cinquante-et-un mois une augmentation de 180 milliards ou de 450 o/o.

En France, à la fin de l'année 1919, nous avons une circulation fiduciaire de 37.419 millions en face

1. Voir sur cette question : Gide, *De l'influence de la guerre sur les prix* (*Revue d'Economie politique*, 1915) ; Pupin, *La circulation et la thésaurisation des monnaies d'or en France* (*Journal de la Société de statistique*, octobre 1917) ; Gide, *Le règne du papier monnaie*, 1918 ; Mourre, *Les causes de la Hausse des prix* (*Revue d'Economie politique*, 1919) ; Yves Guyot, *L'illusion fiduciaire et la Réalité Economique* (*Journal des Economistes*, oct. 1919) ; Henri Mazel, *Le Problème de la vie chère* (*Mercure de France*, 15 fév. 1920).

d'une encaisse métallique de 5.863 millions, soit un rapport de l'or au papier de 15,77 o/o. Or le billet de banque n'est accepté pour sa valeur nominale que si le porteur a la certitude de pouvoir l'échanger à tout moment contre son équivalent en or. Au fur et à mesure que diminue cette certitude, la valeur du billet baisse et par conséquent, les prix augmentent.

Cependant, M. Arnauné a montré comment la crise actuelle a été en Amérique et en Angleterre, l'occasion d'une révision des doctrines traditionnelles qui tenaient pour suffisante l'explication monétaire du mouvement général des prix (1). On pourrait selon lui se passer de l'hypothèse de la dépréciation fiduciaire pour expliquer la hausse des prix en France, surtout à l'origine. La confiance du public dans le remboursement des avances de la Banque de France ferait passer au second plan l'importance de la question monétaire.

La hausse du change joue un rôle important dans le problème de la vie chère. La raréfaction de notre production nous oblige à acheter à l'étranger beaucoup de denrées alimentaires et de matières premières ; nous les achetons fort cher, le double ou le triple de leur valeur en monnaie étrangère, et les

1. Arnauné, *Des causes de la cherté actuelle de la vie aux Etats-Unis d'Amérique, en Angleterre et en France*. Rapport à l'Académie des Sciences morales et politiques. Séance du 15 mars 1919. V. Séances et Travaux, n° mai 1919.

prix de vente, en France, se trouvent majorés d'autant.

Si nous ajoutons à ces différentes causes la spéculation et l'accaparement, nous aurons passé en revue les principaux éléments qui concourent à la crise de vie chère.

*
* * *

Pour lutter contre la vie chère, il faut s'attaquer aux causes. Or, on s'aperçoit bien vite que toutes les mesures tendant à réduire ces causes se résument en deux mots : se restreindre et produire. C'est de toute évidence lorsqu'on envisage la régularisation de l'offre et de la demande. Il apparaît clairement aussi que la baisse du change ne sera obtenue qu'au moyen d'un excédent d'exportation qui lui-même ne sera possible qu'avec une production accrue.

La diminution de l'inflation monétaire elle aussi dépend en fin de compte de l'intensité de la production. Pour arriver au remboursement du papier-monnaie, il faudra que l'Etat emprunte. Or les avances de la Banque ne lui coûtent rien, tandis qu'il devra verser un intérêt à ses prêteurs et songer à l'amortissement du capital emprunté. Cela ne sera possible qu'en exigeant du contribuable un supplément d'impôt. Et cette charge nouvelle ne sera supportée qu'autant que la prospérité de la situation le

permettra. Là encore, nous nous trouvons donc en face du problème de la production.

Pour ce qui est des restrictions, une réglementation énergique est suffisante, et seule praticable. Il n'en va pas de même pour la production. Il n'y a pas de loi qui puisse assurer à un pays une production suffisante et régulière. Ce n'est pas non plus avec des appels éloquentes, des formules ingénieuses qu'on arrivera à un résultat.

Il n'est pas sûr d'abord que la volonté effective de travail soit égal au désir proclamé bien haut d'une production accrue. On a parlé de vague de paresse. Le mot ne nous scandalise pas, encore qu'inexact. Il nous semble surtout trop bénin pour caractériser la tendance actuelle, tendance obscure, inexprimée mais résolue vers un moindre effort. Un certain ascétisme social est né de la guerre, malgré les apparences contraires, et il paraîtra plus simple à un ancien combattant, rompu aux privations, de réduire ses désirs, que de maintenir une situation au prix d'un effort pénible.

Si l'on veut que la production augmente, il faut donc donner de toute nécessité au producteur l'impression que son travail, non seulement sera utile à la collectivité et à lui-même par contre-coup, mais qu'il en tirera directement tout le profit qu'il est en droit d'en attendre. Or des deux classes qui composent l'ordre des producteurs, l'une, celle des patrons, tire

d'une manière générale un profit accru d'une production accrue (1). En est-il de même pour la classe des ouvriers ?

Nous revenons ici à notre point de départ et nous retrouvons la question du salaire mais envisagée sous son aspect social, et non plus sous son aspect économique. Le salaire est-il l'instrument qui fera de l'ouvrier le collaborateur loyal de l'œuvre de reconstruction ?

Dans l'état actuel des choses, il n'est pas douteux que le salaire ne remplit pas ce but. Et il est à peu près certain qu'il ne le remplira pas de sitôt, puisque nous avons vu que les augmentations de salaires réagissent sur l'ensemble de la situation et n'arrivent pas en fin de compte à neutraliser l'élévation du coût de la vie.

Mais nous pensons qu'il faut aller plus loin et que, même si les salaires retrouvaient leur puissance d'avant-guerre, la situation ne serait pas rétablie. Car on doit tenir compte des changements apportés dans la mentalité publique par cinq années de guerre.

L'égalité des sacrifices a fait naître le besoin d'une égalité qu'on ne veut plus trouver seulement dans les

1. Si le fait est vérifié pour les patrons des grandes entreprises il l'est beaucoup moins pour les petits patrons qui voient leurs bénéfices absorbés par la cherté de la main-d'œuvre. Mais en accusant les hauts salaires de leur ruine, les petits patrons ne portent pas le problème sur son vrai terrain.

formules et dans les institutions politiques, mais dans les réalités économiques.

Il y a unanimité pour reconnaître qu'une modification profonde de notre organisation du travail s'impose pour ramener et assurer une production abondante et ordonnée. De nouvelles formules se font jour. D'anciennes réapparaissent, prennent une plus grande importance. Participation ouvrière aux bénéfices, conseils d'ouvriers, coopératisme, telles sont les solutions proposées.

Sous cette diversité de formes, nous retrouvons les deux vieilles conceptions : collaboration des classes dans le cadre de la solidarité nationale, c'est la doctrine libérale traditionnaliste ; solidarité internationale des travailleurs ; antagonisme des classes, lutte pour leur réduction à l'unité, c'est la doctrine socialiste.

Laquelle des deux l'emportera ? C'est le problème de demain. Mais on sent bien qu'il ne s'agit plus d'une discussion d'école et que la question est posée dès maintenant sur le terrain des réalités.

Le Président de la thèse,
TRUCHY

Le Doyen
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris

P. APPEL

IMPRIMERIE JOUVÉ ET C^{ie}, 15, RUE RACINE, PARIS - 4611-20
